



# La Commune



## Les tarifs de la colère

Publié le vendredi 09 septembre 2016



Oui ! On peut gagner cette partie de bras de fer face au gouvernement :  
Annulation définitive de la hausse des tarifs de l'eau, du gaz, de l'électricité.

A peine élu, Mauricio Macri a décidé une dévaluation du peso de 50% par rapport au dollar. Après une période d'état de grâce, cette décision a fait baisser sa cote de popularité. La hausse des tarifs de l'eau, de l'électricité, du gaz et des transports a renforcé la colère populaire.

Le tarif du gaz devait augmenter de 1300 %. Pour un appartement de 55 m<sup>2</sup> dans Buenos Aires, une famille de trois personnes qui payait une facture de 35 pesos pour deux mois, a payé 562 pesos, soit 400% de plus pour la même période en 2016.



Ceux qui ont voté Macri, seulement pour sanctionner le gouvernement précédent, sont mécontents eux aussi. Ils vont payer la note salée des augmentations de tarifs comme les autres. La colère gagne de plus en plus de secteurs dans le pays. Le gouvernement est coincé entre la décision d'augmenter les tarifs et le risque de voir exploser le mécontentement social.

La balle est dans le camp du gouvernement : place à la lutte pour lui tordre le bras.

### Leur logique pour justifier la hausse des prix

Le gouvernement fait valoir que les tarifs ont été gelés pendant 12 ans et qu'en contrepartie les organismes d'État du gaz et de l'électricité ont reçu 5000 millions de dollars de subventions. Maintenant, l'objectif du gouvernement est de stopper le contrôle des tarifs, de supprimer les subventions aux organismes publics pour faire baisser le déficit budgétaire.

Ainsi, le gouvernement Macri voudrait faire chuter l'inflation pour disposer de fonds pour relancer l'économie actuellement en pleine récession. C'est dans cette logique qu'ils ont augmenté également les prix de l'huile et des carburants qui deviennent parmi les plus chers du continent, alors que le pays est producteur. Pendant des années, il n'y a pas eu d'investissement dans les infrastructures de production. Il faut maintenant dépenser des fortunes tous les ans pour importer du carburant.

Cependant, les arguments du gouvernement sont en train de s'effondrer. L'augmentation des prix des carburants a renforcé l'inflation et le déficit budgétaire ne s'améliore pas. Les premières conséquences économiques sont visibles. L'État va perdre des milliards de recettes brutes, de recettes de TVA (IVA) et le pouvoir d'achat de la population va baisser. Dans le même sens, la deuxième décision de Macri a consisté à supprimer les taxes à l'exportation des produits agricoles ainsi que les impôts des multinationales minières. Il a aussi baissé les taxes sur les voitures de luxe et le champagne.

Cette situation oblige le gouvernement à choisir entre deux mauvaises solutions.

Soit plonger le pays dans une austérité qui n'a pas eu de d'égal depuis 20 ans en faisant payer un coût social important, soit l'entraîner dans la récession.

Quelle sortie possible ?

Macri est embourbé. Des élus et des juges de Mendoza, Rawson, La Plata, Cordoba et Bariloche ont décidé de freiner l'application de la hausse des tarifs. Le gouvernement ne parvient pas à tracer une ligne cohérente.

Marcos Pena, le chef du cabinet des ministres a donc conseillé à Macri de réduire à 400% l'augmentation des tarifs du gaz et de l'électricité prévue initialement à 1300%. Macri ne gouverne pas pour le peuple. Son gouvernement est celui des corporations économiques. Par exemple, Aranguren, son ministre de l'Energie, était l'année dernière encore, le président de la filiale argentine de Shell... c'est cette entreprise qui a remporté sept des huit contrats énergétiques récemment signés par l'Etat.

En réalité, tous craignent que la colère populaire s'organise et se transforme en une gigantesque Révolte des Casseroles comme en 2001.

De notre côté, nous affirmons qu'il n'y a pas d'issue possible sur la ligne des privatisations et de l'austérité.

Nous devons obtenir la suppression de la hausse des tarifs et l'arrêt des privatisations.

Macri défend les entreprises privées contre les services publics qui ne fourniront plus qu'un service minimum. Il protège les entreprises privées qui reçoivent des subventions de l'État par millions, sans contrôle des anciens organismes de régulation. Bien sûr les entreprises ne réinvestiront pas un sou. Elles fourniront des services chers et restreints pour ceux qui ne pourront pas payer.

Tous ensemble, nous pouvons donner un sens à la lutte pour l'annulation de l'augmentation des tarifs publics et débattre de l'échec retentissant des privatisations et de la seule solution sérieuse : annulation des privatisations, récupération des services publics par l'État mais sous contrôle des usagers et des travailleurs pour garantir la qualité, l'accès à tous et éviter la corruption. Sinon nous serons dans l'obligation de payer des services anciennement publics de notre propre poche.

*Article du 10 août 2016 journal ALTERNATIVA SOCIALISTA par Gerardo Uceda  
traduit et adapté par Rémi Duteil*